

voulions au sujet des bonnes routes, des voies ferrées et d'autres choses; mais après qu'on nous eut imposé la clôture, nous avons pensé que, en conscience, mieux valait ne pas élever la voix que d'être bâillonnés.

Je n'entends pas revenir sur ce qu'ont dit les représentants de Guysborough (M. Sinclair) et de Saint-Jean-et-Iberville (M. Demers). Nous n'ignorons pas que le ministre a placé un lourd fardeau sur le pays et que le chef du Gouvernement, à la dernière session, s'est rendu au bout de sa corde afin de trouver des fonds pour solder l'intérêt de notre formidable dette et pour faire face à nos échéances. Pendant les premiers jours d'août, nous avions cent millions de dollars à rembourser, et nous nous en sommes tirés par le tour de passe-passe qui consiste à remettre l'échéance. Aussi, nos effets, au lieu de rester au pair, sont descendus à 95.

Nous avons mis le Gouvernement en garde contre cela, mais ce fut peine perdue. C'est pourquoi je dis que c'est à la pléthore des ministres restés au Canada que le pays est redevable de la situation où il se trouve aujourd'hui plongé.

Si le Canada doit posséder cette puissante machine militaire, qu'on ouvre les portes des prisons et pénitenciers, qu'on recrute les fainéants de toute catégorie, qu'on emploie tout ce monde-là à des ouvrages publics sous la surveillance de l'armée permanente, qui rendra ainsi quelque utile service. Nous n'entendons pas garder dans l'oisiveté des gens auxquels l'Etat sert trois repas par jour et fournit le vêtement. Vidons les geôles et donnons de l'emploi aux soldats. Mais nous n'avons que faire d'une armée pareille, d'une armée dont l'établissement serait contraire à l'attitude des émissaires qui sont allés négocier la paix mondiale au nom de notre pays. Et cependant, on crée une organisation militaire en vue d'une "guerre glorieuse". Il n'y a pas à sortir de là, monsieur l'Orateur, car il est de toute organisation militaire comme de la chaudière sous laquelle on allume le feu: il faut que la pression intérieure s'en manifeste au dehors. Une guerre glorieuse! La guerre ne peut être, n'a jamais été chose dont il y ait lieu de se glorifier. De guerre, nous n'en voulons plus et, s'il n'en tient qu'à nous, il n'y en aura jamais d'autres.

Nous ne sommes pas jaloux de nos émissaires, car leurs pouvoirs sont assez restreints. D'un autre côté, nous constatons non sans quelque fierté que c'est l'illustre président des Etats-Unis qui a formulé les

articles du traité de paix relatifs à la Société des nations. La meilleure partie du monde—les sept huitièmes—se formant en société dans le but d'assurer la paix universelle, la guerre, croyons-nous devient chose impossible, puisque les sept huitièmes des ressources mondiales se trouveront si puissamment liés ensemble que toute nation voulant la guerre verra ses préparatifs déjoués dès la première heure. Tout le monde, semble-t-il, souhaite une paix durable, une paix qui amène l'abondance et demeure toujours.

Que penser des raisons que l'on a eues de réunir la Chambre? Ces raisons, je dois le dire, ne sont pas des meilleures. C'est pour nous tendre un nouveau piège, croyons-nous, qu'on nous a rappelés ici. On nous qualifiait de "traîtres" en 1911, de "rebelles" en 1917; il paraît que nous avons fait des progrès, puisqu'on dit maintenant que nous devrions tous être devenus de parfaits bolchévistes! Les journaux ont annoncé en gros caractères la dissolution des Chambres, je crois même que le ministre a laissé entrevoir la possibilité d'un appel au peuple. Il faut qu'il ait envie de faire décréter une élection générale, sans quoi il ne nous menacerait pas de la dissolution des Chambres. En parlant de dissolution à cette heure où la gestion des affaires publiques est parsemée de problèmes épineux, le Gouvernement vise à plonger le pays dans une situation effrayante. C'est vraiment abominable! Qui sème le vent récolte la tempête. A l'époque où il invitait le peuple à se prononcer sur la conscription, le premier ministre déclarait qu'il aimerait mieux faire face aux conscrits qu'aux soldats revenant de la guerre. Le voici maintenant placé entre l'enclume et le marteau.

Qu'on me permette d'établir une comparaison entre nos soldats et les deux millions d'Américains revenus de la guerre. C'est un sujet dont je puis parler à bon escient, puisqu'un de mes fils s'est enrôlé dans l'armée américaine. A leur rentrée au pays, les soldats des Etats-Unis ne touchèrent chacun que la maigre somme de soixante dollars, et on les transporta à l'endroit où ils s'étaient enrôlés. Je demandai à mon fils s'il avait vu quelque groupement de soldats à New-York, à Minneapolis, à Chicago ou ailleurs; il me répondit que non, ajoutant qu'il avait fallu plus de soixante dollars pour se procurer le plus modeste vêtement complet.

Je disais tantôt que l'on autorise ici les dépenses en l'absence de tout système propre à nous assurer l'équivalent des sommes